



***Rendez-vous géopolitique avec la Maison de l'Europe -
Quelle politique européenne pour François Hollande ?***

Mardi 5 juin 2012, Maison de l'Europe, Paris

autour de

Bernard Guetta

Spécialiste de politique internationale – en charge de la chronique Géopolitique

France Inter

Pierre Rousselin

Directeur adjoint de la rédaction chargé de l'international

Le Figaro

animé par

Fabio Liberti

Directeur de recherche

IRIS

Introduction : la politique européenne de la France – Fabio Liberti

La politique étrangère et européenne n'as pas été au centre, comme souvent, de la campagne présidentielle en France, d'où un certain flou sur la direction qui sera prise par la nouvelle équipe dirigeante française. Ce qui est sûr à ce stade, c'est que l'élection de F. Hollande, le 6 mai 2012, a été saluée par plusieurs dirigeants européens comme M. Rajoy, M. Monti et D. Cameron alors que ceux-là même refusaient de le recevoir lorsqu'il n'était encore que candidat. Ils semblent voir en F. Hollande un allié précieux pour tenter de faire plier A. Merkel et lui faire accepter des solutions de sortie de crise plus ambitieuses.

La vraie question est de savoir si la France aura les moyens de cette politique. F. Hollande est-il en mesure de faire plier A. Merkel sur des sujets comme les eurobonds ou la redéfinition du rôle de la BCE ? Les relations franco-allemandes, qui paraissent difficiles en ce début de mandat, devraient se distendre une fois un compromis trouvé entre Hollande et Merkel sur la ratification française du TSCG en échange d'un geste allemand en matière de croissance. Celui qui est considéré comme le fils spirituel de Jacques Delors espère sans doute être à l'avant-garde d'une vague rose en Europe. F. Hollande a aussi annoncé la fin du directoire franco-allemand affirmant la nécessité d'associer d'autres Etats aux grandes décisions européennes. N. Sarkozy avait eu des propos similaires en 2007 pour finalement revenir avec le début de la crise à une relation privilégiée avec l'Allemagne. Est-ce que F. Hollande va suivre l'exemple de N. Sarkozy ?

De manière plus générale, F. Hollande veut-il réorienter la politique européenne française ? Est-il favorable à une Europe fédérale ? Saura-t-il imposer ses vues où il sera mis en minorité sur la question des réformes structurelles par exemple ? Autant de questions que nous essaierons de clarifier au cours de ce débat.

Intervention - Bernard Guetta

La discrétion de François Hollande sur sa politique européenne

F. Hollande est dans une étrange situation. Il est devenu une personnalité centrale sur la scène européenne et internationale et pourtant personne ne sait ce qu'il envisage pour l'Union européenne à court, moyen et long terme. Il a été très discret sur ces questions tout au long de

sa campagne. Il a réussi la réconciliation difficile des non-istes et des oui-istes au sein de son camp et a fini par laisser le poste de Ministre des Affaires étrangères et européennes à L. Fabius (qui prônait le 'non' au traité constitutionnel en 2005). Mais la question reste ouverte sur l'avenir de l'Europe envisagé par le Président entrant.

L'audace de François Hollande

F. Hollande a eu l'audace au tournant de l'année 2011 et de l'année 2012 de dire qu'il ne signerait pas le TSCG car celui-ci ne mentionnait pas la notion de croissance. La réaction de la presse ne s'est pas faite attendre et a crié à l'excès de folie de la part du candidat. Lors de leur apparition télévisée, le couple Merkel-Sarkozy a ouvertement condamné les propos du candidat socialiste qu'il a jugé d'irresponsables. Puis il est apparu au courant de la campagne que F. Hollande avait peut-être eu raison sur le fond : une politique de restriction budgétaire doit être accompagnée d'une politique de relance. F. Hollande avait exprimé l'idée qui se faisait de plus en plus présente dans la pensée des dirigeants européens et étrangers. A tel point que de plus en plus de ministres européens considéraient l'élection du candidat socialiste comme nécessaire. Même la Commission européenne a fini par reconnaître les bienfaits d'inclure la notion de croissance dans le Traité. M. Monti qui ne se présente pas comme un homme politique de gauche a finalement reconnu l'utilité de l'arrivée de F. Hollande dans ce débat. Suite aux résultats de l'élection présidentielle, les Américains ont finalement donné leur onction au nouveau président français car ils ont pris conscience que si l'Europe devait plonger cela aurait des répercussions sur leur propre économie. La Chine a adopté les mêmes conclusions. D'un seul coup l'objectif de F. Hollande qui était d'introduire la notion de croissance dans le Traité a été accepté par tous, même par les Allemands.

La question du fédéralisme européen

Un mot tabou il y a encore six mois est maintenant sur toutes les lèvres en Europe : le « fédéralisme ». Le problème est que l'on ne sait pas ce qu'en pense l'homme qui a précipité tout cela. On peut soupçonner le fait que F. Hollande soit un fédéraliste mais il ne l'a jamais affirmé. Ni le Président, ni ses ministres n'ont dit mot sur la question de l'avenir de l'Europe et ils ne le feront pas avant le lendemain du second tour des élections législatives.

Après les élections législatives des mesures drastiques pour diminuer le déficit vont être prises. On peut se demander si cette nouvelle équipe gouvernementale ne serait pas un peu surprise et débordée par son propre succès.

Les Français manquent souvent d'audace et de cohérence en comparaison avec l'Allemagne. Si F. Hollande veut davantage de relance et pense à une mutualisation des emprunts alors il devra penser à mettre en place une Europe politique. Les Allemands reconnaissent de plus en plus les atouts d'un modèle fédéraliste pour l'UE. W. Schäuble (le ministre des finances allemand) voudrait mettre en place un président européen élu au suffrage universel. A. Merkel parle en faveur d'une mutualisation des emprunts ou encore d'un ministre des finances européen. C'est la cohérence allemande, les Français devront en faire de même.

Transition - Fabio Liberti

- On se rend compte que la croissance est au centre de la scène. Mais de quelle croissance parle-t-on (différentes définitions) ?
- Le fédéralisme est aussi au cœur des discussions. La France est-elle prête pour une réelle Europe politique ? Le fédéralisme est-il un moyen de mutualiser les forces ou tend-il plutôt vers la technocratie ?
- Le Conseil européen se réunira les 28 et 29 juin 2012. Cette réunion mènera-t-elle à la création d'une union bancaire, politique, économique des états européens ?

Intervention - Pierre Rousselin

La renégociation du TSCG au cœur de la campagne de François Hollande

La décision de F. Hollande de refuser la signature du Traité et la situation d'isolement d'A. Merkel sur cette question constitue un moment fort. N. Sarkozy n'a pas réussi pendant sa campagne à mettre en avant le rôle important qu'il avait joué au moment de la crise de l'euro. Il avait quand même réussi à faire accepter aux allemands des mesures importantes pour la gestion de la crise mais il y a eu un retournement de situation au cours de la campagne.

L'UE est importante aux yeux de F. Hollande mais pour le moment nous ne pouvons faire que des suppositions sur sa future politique. Il faut attendre la fin des législatives pour en savoir plus. Ce qui est sûr c'est que F. Hollande ne renégociera pas le Traité. Il va peut-être ajouter un amendement sur la croissance ce qui serait assez facile à faire vu que le compromis existe déjà depuis l'automne dernier. On devrait arriver à un compromis sur les réformes structurelles et sur la BEI cet été.

La question des eurobonds et du fédéralisme européen

Ce qui semble plus étonnant c'est l'attachement de F. Hollande à la question des eurobonds. Veut-il lancer le débat sur une Europe politique ? La question reste ouverte car elle semble très peu abordée en France. Le mot « fédéralisme » a été absent tout au long de la campagne. Le sujet du fédéralisme européen est pourtant déjà présent en Espagne, en Italie et en Allemagne. Les eurobonds peuvent également constituer un moyen pour le Président d'éviter le sujet des réformes structurelles.

Le couple franco-allemand sera élargi à l'Italie et l'Espagne dès la réunion du 22 juin à Rome pour préparer le Conseil du 28-29 juin. Il faut que F. Hollande conserve tout de même une bonne entente avec son homologue allemand et surtout éviter le risque d'un décrochage français. Une trop grande ouverture vers le Sud serait inquiétante.

F. Hollande doit rentrer dans le vif du sujet et montrer ses intentions dès la fin des élections législatives.